

AFFAIRE DES COOPÉRATIVES AGRICOLES

El-Tarf, un Etat dans l'Etat

Bien qu'il ait été instruit par les tribunaux tant à Annaba qu'à El Tarf, le dossier des coopératives agricoles n'est pas définitivement clos. Il vient d'être même relancé.

Des démarches ont, en effet, été entreprises par la direction de l'agriculture et les véritables agriculteurs afin de récupérer ce qui peut l'être de leur important patrimoine au bénéfice du développement agricole dans la région.

Tout aussi relancé, le dossier des crédits financiers accordés par l'Etat particulièrement ceux destinés à la création d'unités frigorifiques de conservation. La gestion des coopératives comme les crédits avancés dans un cadre ou un autre d'un des fonds mis en place par le ministère de l'Agriculture, bénéficiaient constamment à des groupuscules de personnes.

Il en est ainsi de la coopérative agricole spécialisée dans les approvisionnements (Casap), celle spécialisée dans l'élevage (Coopsel), dans l'irrigation, aménagement et construction (Casiac), dans la production agricole et petits élevages (Copape) et la coopérative spécialisée dans les cultures industrielles (Carsci).

Sous une apparence de légalité, cette dernière n'en finit pas de faire l'objet d'une véritable opération de dépeçage. L'ensemble de son patrimoine à Annaba et El Tarf constitué de biens fonciers, immobiliers et mobiliers fait depuis des années le bonheur d'opérateurs économiques nationaux et étrangers aux-

quels il est loué. L'exemple le plus probant de ce qui ressemble à une dilapidation des biens publics (le sigle coopérative n'étant qu'un trompe-l'œil) est à relever à la Tabacoop, Tomacop, Cotocoop d'Annaba.

Il l'est aussi dans la wilaya d'El Tarf au niveau de la Tabacoop de Dréan et des unités de transformation de Ben M'hidi (à l'état de ferraille) et celle de Bouteldja (louée à des Turcs). Dans cette dernière wilaya, la déliquescence des institutions de la République a atteint le point de non-retour. La corruption et le trafic d'influence y ont élu domicile.

Cette situation prévaut toujours malgré la nomination d'un nouveau wali après plusieurs années d'un intérim vide de toute gestion réelle des préoccupations des habitants. L'affaire dite «du wali d'El Tarf» semble avoir fait des émules. Ce dossier, toujours sous instruction judiciaire, est très lourd.

Outre le wali de l'époque, il implique d'autres hauts fonctionnaires et des opérateurs économiques. Ils sont accusés d'abus de biens sociaux, dilapidation des biens, signature de marchés contraires à la législation, trafic d'influence. Bien que donnés pour avérés par les enquêteurs dépêchés par les services de la présidence, certains ont estimé que la presse locale en avait fait

une publicité exagérée. La récente installation du nouveau directeur de l'exécutif de cette wilaya à vocation touristique et frontalière avec la Tunisie, n'a pas découragé les adeptes de ces pratiques. Le pillage systématique du sable de plage et des sites archéologiques se poursuit toujours.

Et si le cheptel continue de traverser notre frontière, les importants retards dans la réalisation de projets socioéconomiques ou la réception d'autres comportant de graves malfaçons et bien d'autres méfaits portant atteinte à l'intérêt public, tournent au scandale. Trois ans après la mise en accusation du wali d'El Tarf et sa mise sous contrôle judiciaire, la justice donne l'impression de s'essouffler.

Une chape de plomb pèse sur l'instruction de ce dossier qui a mis en lumière des anomalies dans la gestion du patrimoine foncier, des projets de réalisation de logements, équipements et travaux publics ainsi que des carrières de sable.

Comme pour confirmer l'impression générale dans la région que la wilaya d'El Tarf est un Etat dans l'Etat, un vendeur de voitures se met dans la tête qu'il peut piétiner en toute impunité les lois de la République.

C'est ce qu'il a fait sans être nullement inquiété à Sidi-Kaci dans la commune de Ben M'hidi. Il n'a pas trouvé mieux que d'accaparer des locaux commerciaux cédés en toute propriété par l'Entreprise de promotion du logement familial

(EPLF) à une femme. Elle se préparait à ouvrir une pharmacie dans cette localité où les habitants en avaient bien besoin.

Ni les titres de propriété présentés par les propriétaires légitimes à ceux censés veiller au respect de la loi et encore moins la plainte pour occupation illégale et préjudice commis n'ont entraîné une quelconque réaction. «Il s'agit de locaux appartenant à un de nos clients qui dispose des documents justifiant de leur acquisition auprès de notre entreprise.

Ce client s'est présenté à nos services pour se plaindre de leur occupation illégale par un commerçant. Nous avons tenu à confirmer une nouvelle fois et par écrit que ces locaux sont bel et bien la propriété de la dame et de nul autre» a affirmé le directeur de l'EPLF El Tarf.

Pour les habitants de la wilaya d'El Tarf, cette affaire signifie que l'arrivée du nouveau wali ne changerait pas grand-chose aux pratiques des animateurs de la mafia locale. Ainsi, après avoir gagné tous les rouages des administrations de l'Etat en éliminant par la corruption et même par la violence les obstacles, cette mafia s'intéresse au marché de la drogue.

Il ne s'agit pas de la «douce» mais de la dure comme les 100 kg de cocaïne dont seulement 22 kilogrammes ont été saisis fin 2006 par la Gendarmerie nationale d'El Kala.

A. Djabali

REGROUPEMENT DES ARCHITECTES À TIARET

Pour une meilleure restructuration de la corporation

Bon nombre d'architectes venus des wilayas de Laghouat, Naâma, Tissemsilt, Saïda, Djelfa et El Bayadh se sont regroupés hier au niveau de la salle de conférences Mekki-Mustapha de Tiaret pour assister au déroulement des élections du Conseil local de l'ordre des architectes (CLOA).

Cette opération sera suivie de la désignation des délégués de wilaya et ce, pour une meilleure représentativité dans les décisions prises par l'administration et les collectivités locales dans le domaine de l'architecture et de l'urbanisme. Selon M^{me} Bouhired, présidente du Conseil national de l'ordre des architectes, ces élections tendent principalement à restructurer la corporation et revaloriser le

métier de l'architecte. S'agissant des principaux objectifs attendus, la même intervenante devait dire que le CLOA est perçu comme une instance permettant de traiter les problèmes de la corporation, chacun dans sa région respective et ce, avec son implication en tant que conseiller de l'administration dans tout ce qui est lié à son domaine. «Le conseil, poursuivra-t-elle, est appelé à œuvrer dans le sens d'assurer la protection de l'architecte par le truchement entre autres, de la mise à niveau, la formation continue et autres actions censées préserver la profession, notamment vis-à-vis des administrations qui ne respectent pas les textes y afférents. Pour ce qui est du conseil national en revanche, la présidente a tenu à préciser qu'il est partie prenante dans la politique des pouvoirs publics à l'effet de trouver ensemble des solutions à la crise qua-

lifiée de grave que connaît le pays en matière de production d'espaces et de la qualité du cadre bâti du citoyen. Poursuivant son intervention, la même oratrice n'y est pas allée avec le dos de la cuillère pour montrer d'un doigt accusateur ceux qui s'opposent à la nouvelle structuration des architectes, déclarant pour la circonstance qu'ils ne représentent qu'eux-mêmes et qu'ils ne sont intéressés par conséquent que par leurs intérêts personnels au détriment de la noble profession d'architecte. A noter que la rencontre d'hier s'est soldée par la désignation d'une nouvelle commission composée de six membres représentant l'ensemble des wilayas sus-citées et dont la priorité première est de préparer prochainement les élections des délégués de wilaya.

Mourad Benameur

150 LOGEMENTS LSP

Huit années de souffrance

Les postulants des 150 logements LSP de Trig El-Beïda, un projet en souffrance depuis près de huit ans, viennent encore une fois de monter au créneau pour exiger à l'agence foncière la remise des clefs dans les meilleurs délais.

Ces derniers, qui se sont acquittés des premiers versements, ne cessent de manifester leur désarroi vis-à-vis des énormes retards dus particulièrement aux problèmes de gestion qu'a connus l'agence à même d'aboutir à l'emprisonnement de ses responsables. Le projet en question est à ce jour livré à lui-même et, pis encore, en proie à toutes sortes de dégradations. L'OPGI, auquel il a été confié temporairement l'achèvement de l'opération, avait à

sonnement de ses responsables. Le projet en question est à ce jour livré à lui-même et, pis encore, en proie à toutes sortes de dégradations. L'OPGI, auquel il a été confié temporairement l'achèvement de l'opération, avait à

l'époque entamé comme mesure initiale une expertise mais sans apporter le moindre changement quant à la reprise des travaux pour laisser perdurer le doute parmi les 150 prétendants. Las de voir leur rêve stagner et en dépit de leurs incessantes ruées vers l'agence pour demander les explications, les citoyens concernés ne savent plus à quel saint se vouer. De son côté, le nouveau directeur

général dudit organisme imputé la piètre situation au fait que les entreprises sollicitées n'ont pas daigné s'engager pour prendre en main le projet, une thèse qui reste en travers de la gorge des 150 demandeurs dont la majorité avait affiché son regret d'avoir déposé des dossiers pour des logements qu'ils n'habiteront peut-être... jamais.

M. B.

MOSTAGANEM : GÉNOCIDE

DU 19 JUIN 1845

Le Dahra s'en

souvient encore...

Si le peuple algérien s'était soudainement soulevé par une nuit sanglante de 1954, par un certain 1^{er} Novembre, cela n'était sans doute pas seulement un élan spontané de patriotisme ou par exprit de nationalisme. Les Algériens avaient décidé alors d'avoir leur propre sort entre leurs mains en se soulevant contre le farouche colonisateur que fut la France et les affreux actes de barbarie commis par des troupes armées issues pourtant d'une nation dite «civilisée». Ils étaient savamment menés par de non moins sanguinaires qui avaient pour noms à l'époque, Cavaignac, Salan, Pelissier et autres Bugeaud... Toute cette armada de notoires criminels de guerre avait alors, de par leurs agissements, suscité l'indignation d'un peuple qui, touché au plus profond de son être, ne tardera pas à braver les risques et aléas des maquis pour prendre les armes et, partant, combattre la haine, l'injustice et le mépris d'un envahisseur dévastateur nommé la France. C'est ainsi que les glorieuses troupes du FLN allaient, dans la dignité d'un peuple meurtri par tant de barbarie, prouver à la face du monde que la liberté des hommes ne s'octroie point mais elle s'arrache quel qu'en soit le prix à payer. Et c'est là d'ailleurs que le destin de la patrie, sous le joug de la colonisation depuis plus de 120 années de souffrance, allait enfin se jouer. Mais bien avant cela, les Algériens auront eu le temps de payer le prix fort du sacrifice tout en subissant les pires humiliations de la part des soldats français, forts de leur imposant arsenal militaire face à la seule volonté et farouche détermination du combattant opprimé, à savoir celle de lutter contre l'opresseur jusqu'à la victoire ou alors tomber tout simplement en glorieux martyrs de la Révolution.

Ainsi, dans les fins fonds de la région du Dahra, au cœur de laquelle est implantée Mostaganem, des crimes de guerre abominables et sans précédent ont été perpétrés par l'armée française contre quelque 1 150 habitants indigènes de la localité des Ouled Riah, dans la commune de Nekmaria.

Il s'agira d'une importante opération d'enfumade de femmes, enfants, nourrissons, vieillards et hommes sans défense au fond des sinistres grottes où a eu lieu l'un des plus graves génocides que l'histoire de l'humanité ait connu jusqu'à présent et ce, sous l'ordre de Pelissier, sur instruction de l'administration centrale d'alors. A cet égard, un des soldats français témoin de l'horreur, racontera bien plus tard, les moments de tragédie abominable que nulle plume, dira-t-il, ne saurait décrire. C'est avec d'ailleurs, non sans forte émotion, qu'il évoquera quelques effarantes péripéties inhérentes à cet acte on ne peut plus barbare. Il se souviendra avoir compté jusqu'à près de 800 cadavres gisant à même le sol. L'horreur de la mort était visible et se sentait bien avant de franchir le seuil de ces macabres grottes calcinées. Telle fut en l'espace d'une nuit, la sale besogne effectuée à dessein par des troupes armées déchaînées, soucieuses d'exterminer toute une population et au plus vite, et ce, après 115 années d'occupation sauvage dont la perspective majeure étant de diviser un peuple, plus que jamais uni, pour évidemment mieux régner. Cependant, il était écrit quelque part sur les murs de la vie, que l'Algérie vivra libre et indépendante, souveraine et libérée du joug de la colonisation, et ce, à la faveur d'une farouche résistance populaire digne des grandes révolutions dans le monde et qui, sans coup férir, fera date dans les annales de l'humanité. L'œuvre civilisatrice dont veut aujourd'hui s'enorgueillir la France, c'est aussi la haine et le dédain semés à l'encontre de nos populations, de la spoliation de leurs terres et de leur biens. C'est aussi l'oppression aveugle et le crime abject. La mauvaise semence a donné en fait la pire des récoltes... Sans commentaires.

Sid-Ahmed Hadjar

AADL À SKIKDA

Sit-in des postulants aux 38 LSP de la cité Espérance

Les postulants aux 38 logements sociaux participatifs ont observé, dans la matinée de mercredi un sit-in devant le siège de l'AADL. Ils étaient une vingtaine à protester contre le non-lancement des travaux de réalisation de leurs logements qui ont fait récemment l'objet d'un transfert vers un autre site.

Une rencontre a été improvisée avec les responsables de l'AADL en présence des services de sécurité et de la presse locale. L'objectif est d'avoir une réponse aux préoccupations légitimes liées à l'impératif de lancer le projet. Le comble, c'est qu'il y a trois ans déjà que les postulants se sont acquittés du versement de la première tranche de l'ordre de 30 millions de centimes. A quand le lancement effectif du projet ? Pourquoi l'étude a-t-elle été attribuée successivement à plusieurs bureaux d'études ? Qui aura à supporter les charges continues de la hausse des prix entre 2005 et 2008 ? Pourquoi un silence entoure-t-il le retard qui en est à sa quatrième année ? «Toutes ces questions furent sans réponse», nous dira un postulant dépit. Il enchaîne : «Durant ces quatre années de retard, la situation sociale de beaucoup d'entre nous a évolué, le célibataire s'est marié et celui qui avait deux gosses en a quatre actuellement. Nous demandons des F4 au lieu de F3.»

Zaïd Zoheir